

1^{ère} édition - 2020

RAPPORT SUR **LES RICHES EN FRANCE**



Observatoire
des inégalités

I Avant-propos

Rapport sur les riches : une première en France

Noam Leandri et Louis Maurin, président et directeur de l'Observatoire des inégalités

Ce rapport a été réalisé dans un contexte très particulier. À l'heure où nous écrivons ces lignes, la quasi-totalité de la planète est touchée par un virus redoutable, le Covid-19, qui a déjà tué des dizaines de milliers de personnes en France. La pandémie révèle les fractures de nos sociétés, celles-là mêmes que nous observons à l'Observatoire des inégalités depuis notre création en 2003. Les personnes les plus démunies, à la santé déjà fragile, sont celles qui offrent un terreau de choix au virus. Les salariés les moins rémunérés (aides-soignantes, caissières, livreurs, etc.) sont en première ligne. À l'autre bout, une partie de la France aisée, les « premiers de cordée », est partie se mettre à l'abri dans sa résidence secondaire.

L'Observatoire des inégalités ne cherche pas à faire du marketing des inégalités, à dramatiser la situation sociale pour alimenter le « buzz », à compter sur la pandémie pour vendre. Notre *Rapport sur les riches en France* était en gestation depuis près d'un an. Il arrive à un moment charnière de notre histoire. On aurait tort de s'en servir pour montrer du doigt telle ou telle catégorie de la population : une partie des plus aisés, les médecins par exemple, montent aussi au front en prenant des risques énormes. Le Covid-19 frappe tous les milieux sociaux. Les plus âgés, quelle que soit leur classe sociale, en sont les principales victimes.

Ceux qui pensent tenir entre leurs mains un brûlot anti-élite auront quelques surprises. Ce rapport a un seul objectif : décrire la situation des couches aisées de notre pays dont on connaît peu de choses, à l'inverse des pauvres qui font couler beaucoup d'encre et sont l'objet de tonnes de livres et de dizaines d'enquêtes chaque année. L'Observatoire des inégalités a d'ailleurs lui-même consacré à l'automne 2018 un rapport sur leur situation^[1]. Au sujet des riches, en revanche, la littérature est beaucoup moins développée. Combien gagnent-ils ? Comment évoluent leurs revenus ? On n'en sait rien ou presque. Il n'existe même pas de seuil de richesse officiel, à l'instar du seuil de pauvreté, largement utilisé.

Vous tenez entre les mains un document unique : un rapport détaillé qui esquisse un portrait des riches en France, leurs conditions de vie, leurs revenus, etc. Une première : aucun organisme ne s'était encore donné la peine de constituer un ensemble aussi complet et accessible sur ces classes favorisées.

1. *Rapport sur la pauvreté en France*, sous la direction de Louis Maurin, Observatoire des inégalités, octobre 2018.

Les riches ne sont pourtant pas inconnus des chercheurs. Parmi eux, les sociologues Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot ont enquêté dès les années 1980 sur la haute bourgeoisie [2]. Le travail de l'économiste Thomas Piketty a fait énormément avancer la connaissance sur le haut de la distribution des revenus depuis les années 1990 [3]. Nous reprenons d'ailleurs certaines de ses données dans ce document. Régulièrement, la presse publie aussi ses classements des plus riches (les magazines *Challenges* et *Capital* pour la France ou *Forbes* pour le monde, par exemple). Reste que pour l'heure, aucun document d'ensemble n'avait été consacré au sujet.

« *Pour vivre heureux, vivons cachés* ». Il faut bien dire que les riches ont avantage à ce qu'un brouillard soit maintenu pour éclipser leurs privilèges. Ils ont beaucoup plus de poids dans la diffusion des données et le débat public que les plus pauvres. Favorables à la concurrence et à la liberté économique en paroles, ils libèrent très difficilement l'information sur leur situation. Le Conseil national de l'information statistique, censé orienter la production de la statistique au nom de l'intérêt général, s'inquiète aussi beaucoup moins de la richesse que de la pauvreté. Pourtant, une grande partie des données qui concernent cette partie de la population sont disponibles au ministère des Finances, à partir des déclarations d'impôts ou des fichiers bancaires. Comment établir alors un partage équitable de la richesse du pays sans que l'on connaisse sérieusement qui récupère combien ? Cette question prend un nouveau relief alors que la crise du coronavirus appelle à un effort de solidarité, actuel et à venir, sans précédent.

L'économiste Thomas Piketty a montré comment, à force d'acharnement, on pouvait accéder à davantage de données sur les hauts revenus. La maîtrise de l'information par les catégories supérieures n'empêche pas que le savoir progresse. Si on en sait si peu sur les riches, c'est aussi parce que l'appareil statistique se consacre d'abord à décrire la situation de ceux qui vivent le plus mal. Logique. La question n'est pas tant, au fond, qu'on en sache plus sur les riches, mais bien de décrire la société dans son ensemble et de pouvoir discuter sérieusement de la répartition des ressources.

On ne va pas se mentir. L'objet « riche » est difficile à saisir. Qui sont les riches ? Bien malin qui peut y répondre. L'Observatoire des inégalités est le seul organisme en France à publier chaque année un seuil de richesse, seuil que nous estimons au double du niveau de vie médian, soit aux alentours de 3 500 euros net mensuels après impôts pour un adulte. Même si elle recouvre des réalités différentes (voir page 62), la richesse, c'est d'abord de l'argent. Et plus on s'élève dans la hiérarchie des revenus, plus les inégalités sont marquées. L'univers des riches est hétéroclite : il y a bien plus d'écart de revenus chez les riches que chez les pauvres. Il y a un monde entre notre seuil de richesse et celui des grandes fortunes. Où faire démarrer la richesse ? Au nom de cette disparité, faut-il laisser tomber de tels travaux ou se concentrer sur l'ultra-richesse ? Nous n'opinions ni pour l'un, ni pour l'autre.

2. *Dans les beaux quartiers*, Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, Seuil, 1989.

3. *Les hauts revenus en France au XX^e siècle*, Thomas Piketty, Grasset, 2001.

Il y a d'autres raisons à la rareté de l'information sur les riches. En pratique, il est bien plus simple, pour le chercheur ou le journaliste, de se pencher sur la situation des pauvres que sur celle des plus aisés. Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot^[4] ont bien raconté leur expérience en la matière, et comment les classes aisées leur ont, avec tact, rappelé leur condition inférieure. Le sociologue, généralement dans une position sociale supérieure, devient le dominé. S'approcher des riches demande de posséder des clés d'accès (des contacts, des recommandations) et de maîtriser des codes (vêtements, vocabulaire, etc.) plus complexes que ceux qui permettent de travailler sur le terrain des pauvres. Comme l'ont aussi montré les deux sociologues, travailler sur les riches peut aussi rapidement susciter de la méfiance de la part des autres chercheurs : n'y a-t-il pas là un risque d'arrangements entre les experts et les plus fortunés ?

Même si l'objet est difficile à définir, à mesurer et à comprendre, il nous a semblé important de porter à la connaissance du plus grand nombre les éléments que nous détenons sur le sujet après 17 années d'observation des inégalités. Si l'on veut comprendre les écarts à l'œuvre, il faut aussi bien observer le haut que le bas de la société. On ne pourra pas mieux répartir la richesse de notre pays sans mesurer plus précisément les moyens des couches favorisées, même si le travail est ardu.

Avec ce premier document, nous n'avons pas épuisé le sujet. Nous avons, autant que possible, voulu en faire le tour. Mais de nombreuses zones d'ombre persistent. Le manque de données nous fait souvent trébucher. En particulier, l'absence de seuil officiel de richesse débouche sur un vide statistique qui ne permet pas de mesurer l'évolution de la part et du nombre de riches en France.

Pour réaliser ce rapport, nous avons dû faire des choix. Nous revendiquons une définition large de la richesse : elle démarre pour nous autour des 10 % les plus aisés quand certains ne considèrent pas comme « riche » qu'une fraction très réduite de la population. Bien entendu, nous décrivons aussi les sommets de la hiérarchie. L'enrichissement d'une poignée de « premiers de cordée » est indécent et nous préoccupe. Leur gourmandise semble sans fin et résonne comme une insulte pour tous ceux qui sont dans la difficulté. Une vision restrictive de la richesse, par exemple du seul 1 % du sommet ou de la haute bourgeoisie, permet de mettre beaucoup de monde d'accord. Contre les ultra-riches, nous pouvons être tous unis : nous sommes à 99 % contre un. Il y a là une dose de démagogie. Le risque est grand de rendre invisible une catégorie de la population un peu moins aisée, qui disparaît du radar et peut ainsi se dédouaner de la solidarité. Pas vu, pas pris. Riche ou pas riche ? Tout est question de sémantique. Mais en se faisant appeler « classes moyennes supérieures », une partie des classes favorisées cherche à échapper à l'effort collectif.

Notre rapport est centré sur la richesse en France. Il pose, pour commencer, la question de la définition des seuils de richesse. À partir du moment où l'on ne se contente pas de

4. *Voyage en grande bourgeoisie*, Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, PUF, 2005.

prendre en compte les ultra-riches, où doit-on commencer ? Si le seuil de pauvreté équivaut à la moitié du niveau de vie médian, le seuil de richesse ne pourrait-il pas se situer au double ? La barre des 10 % les plus riches est-elle un bon seuil ? Ensuite, nous présentons les principaux éléments dont nous disposons en matière de revenus à travers de nombreux tableaux. Nous consacrons une partie complète à la question du patrimoine, formé de l'accumulation des revenus dans le temps ou simplement hérité sans effort. Nous envisageons aussi la question des formes non monétaires de la richesse. Est-ce que le fait, par exemple, d'avoir des perspectives de vie, du temps à soi, un niveau de diplôme élevé ne sont pas également des formes de richesse ?

L'Observatoire des inégalités ne prétend pas détenir la vérité. Toute catégorie statistique est une construction, qu'il s'agisse des riches ou des pauvres. Notre projet a surtout vocation à ouvrir un débat. Nous n'avons pas à « aimer » ou « détester » les riches. Les pauvres non plus, d'ailleurs. Nous constatons, en revanche, une distribution des richesses souvent trop inégale pour être juste. La pauvreté est le résultat de cette situation. On ne peut pas à la fois déplorer le dénuement des uns sans mettre en cause les privilèges dont jouissent les autres. Et, en matière de privilèges, chacun doit balayer devant sa porte plutôt que de pointer du doigt ceux qui sont encore plus riches que lui.

Les temps difficiles que connaît notre pays vont amener à moderniser les services publics, mais aussi à refonder la solidarité sur une base très large. Espérons que notre *Rapport sur les riches en France* apportera sa pierre à l'édifice ●

I Synthèse

5 millions de riches en France

Par Anne Brunner et Louis Maurin

La France des privilégiés se porte bien. Cinq millions de personnes gagnent plus du double du niveau de vie médian, soit 3 470 euros pour une personne seule. Une somme qui correspond au seuil de richesse défini par l'Observatoire des inégalités. Environ dix millions de personnes vivent au sein de ménages qui possèdent plus du triple du patrimoine médian, soit une fortune d'au moins 490 000 euros. En vingt ans, le niveau de vie et le patrimoine des 10 % les plus riches se sont accrus. Sur les dix dernières années cependant, cette tendance marque le pas. Tout en haut de l'échelle de la richesse, le nombre des grandes fortunes continue, lui, de progresser.

Selon nos estimations, un peu plus de **5 millions de personnes vivent au-dessus du seuil de richesse**, seuil que nous proposons de situer au double du niveau de vie médian, soit 3 470 euros par mois après impôts, pour l'équivalent d'une personne seule. **Elles représentent 8,2 % de la population. En France, les riches sont aussi nombreux que les pauvres** (8 % de la population vit avec moins de 867 euros^[1]), coïncidence étonnante. C'est en tous cas l'une des conclusions inédites de nos estimations qui permettent d'avoir une vision globale de la distribution des revenus dans notre pays.

Notre seuil de richesse de 3 470 euros n'est qu'un seuil d'entrée dans le club des privilégiés. Au-delà, les chiffres s'envolent. **En moyenne, les personnes situées entre les 10 % et le 1 % les plus riches ont un niveau de vie équivalent à 5 000 euros par mois avant impôts. Le 1 % le plus riche reçoit près de 15 000 euros en moyenne.** Quant aux ultra-riches habitués des classements des magazines, leurs revenus dépassent un million d'euros par mois pour une poignée de « grands patrons » et de stars du football. Oui, les riches sont très riches en France, même après avoir payé leurs impôts. Ils le sont même plus qu'ailleurs en Europe : hormis la Suisse, **la France est le pays où le 1 % le plus aisé a le niveau de vie le plus élevé.**

Plus d'un million de millionnaires en France

La richesse peut se définir par les revenus, mais aussi en fonction du niveau de patrimoine (immobilier, dépôts bancaires, actifs financiers, etc.). Sur l'échelle de la fortune,

1. Seuil de pauvreté à 50 % du niveau de vie médian. Données 2017.

23 % des ménages détiennent au moins le double du patrimoine brut^[2] médian, c'est-à-dire plus de 320 000 euros, et **16 % des ménages possèdent au moins le triple, soit plus de 490 000 euros**. Nous considérons cette dernière valeur comme le seuil de richesse en termes de patrimoine. 4,6 millions de ménages possèdent davantage.

Encore plus qu'en termes de revenus, les inégalités sont grandes chez les riches en patrimoine. Pour entrer dans les « hauts patrimoines », **définis par l'Insee comme les 10 % les plus fortunés, il faut posséder au moins 607 700 euros de biens. 2,9 millions de ménages** ont ce privilège, ce qui représente probablement environ six millions de personnes. Plus haut dans la hiérarchie des patrimoines, **notre pays compte 1,2 million de millionnaires (4 % des ménages)**. Au sommet, on atteint des sommes difficilement concevables. Même après le choc boursier de mars 2020 dû au Covid-19, Bernard Arnault et sa famille restent à la tête d'une fortune démesurée de 70 milliards d'euros, selon le dernier classement du magazine *Forbes*. L'actionnaire majoritaire du groupe LVMH possède ainsi **l'équivalent de la valeur de l'ensemble des logements de la ville de Toulouse**.

Concrètement, cela donne quoi d'être riche ?

Nous montrons dans ce rapport comment, concrètement, se traduit la richesse. Rien de tel que d'avoir beaucoup d'argent pour bien se loger, sans doute l'élément premier du confort matériel d'aujourd'hui. On pourrait définir comme riche celui qui dispose **d'une habitation d'au moins 60 m² pour lui tout seul**, ce qui est loin d'être la norme. Ou celui qui bénéficie des meilleurs équipements, comme une voiture de luxe par exemple : environ 10 % de la population est équipée d'une berline haut ou très haut de gamme. On pourrait aussi y ajouter le fait **de se faire servir** (avoir une personne qui fait le ménage chez soi), de pouvoir partir en vacances, de pratiquer des loisirs coûteux, etc. Des exemples choisis de manière totalement arbitraire parmi beaucoup d'autres (voir page 62).

Notre définition peut encore être élargie. Être riche dans une société où l'insécurité sociale augmente, c'est par exemple **avoir un emploi peu menacé par le chômage** à court terme. C'est aussi contrôler son temps, son travail. Ne pas être lié à des ordres permanents ou dictés par une machine. C'est aussi avoir un bon réseau de relations, d'amis, de collègues, ou familial, sur lequel on peut compter en cas de difficultés. Enfin, le diplôme est assurément un critère qui garantit le plus souvent une bonne position sociale, et que l'on peut transmettre à ses enfants dans un système éducatif inégalitaire. En la matière aussi, la richesse appelle la richesse.

2. Sans déduction des dettes.

Comment évolue la richesse en France ?

L'Insee ne fixe pas de seuil de richesse. Il est donc impossible de dire avec précision comment évolue le nombre de riches dans notre pays. **En termes de revenus**, une étude de l'institut statistique révèle cependant que le nombre de personnes « aisées » (qui perçoivent au moins 1,8 fois le niveau de vie médian) est passé de 6,7 millions en 1996 à 6,8 millions en 2014. **Un nombre plutôt stable**, d'autant que la population française a légèrement augmenté sur la période.

En termes de patrimoine, l'évolution du nombre de ménages fortunés est tout aussi opaque, nous le regrettons. Seule certitude : **le nombre de grandes fortunes augmente**. La publication des chiffres sur les foyers fiscaux redevables de l'impôt de solidarité sur la fortune permet de l'affirmer, du moins tant que les règles fiscales restent stables³. **Le nombre de redevables de l'ISF a été multiplié par 2,8 entre 1999 et 2010. Entre 2011 et 2017, la progression a été plus lente, mais de 22 % en cinq ans tout de même.**

Les riches se sont enrichis. Tout d'abord, ils gagnent plus. Si le nombre de personnes aisées est stable, il n'en va pas de même pour le montant de leurs revenus. Les riches se sont éloignés des classes moyennes en 20 ans. **En 1996, l'écart entre le niveau de vie médian de la population et le niveau de vie moyen des 10 % les plus riches était de 27 800 euros annuels. En 2017, il était de 36 300 euros.** L'écart s'est creusé de près de 8 500 euros annuels.

Ensuite, les riches possèdent plus. Le seuil d'entrée dans les 10 % les plus fortunés a plus que doublé : il est passé de 553 000 euros à 1,2 million d'euros entre 1998 et 2010, hors endettement. **Depuis 2010, l'envolée s'est calmée.** Entre 2010 et 2018, ce seuil n'a augmenté « que » de 36 000 euros, une « petite » somme vue du haut de l'échelle, mais non négligeable pour la grande majorité de la population.

Les données de ce rapport s'arrêtent en 2018, faute de mieux. Depuis, que s'est-il passé ? **Les mesures prises par la nouvelle majorité ont été très favorables aux plus aisés.** L'impôt de solidarité sur la fortune a été taillé en pièces et l'imposition des revenus financiers fortement réduite. Pas moins de cinq milliards d'euros de recettes fiscales ont été perdus chaque année depuis 2018. Les prix de l'immobilier sont repartis à la hausse. Inversement, le choc boursier de mars 2020 a fortement diminué la valeur des actions. De manière générale, le contexte est redevenu plus favorable à la France aisée. Le ralentissement de l'activité économique et la montée du chômage qui s'annoncent vont peser très fortement sur les catégories populaires. Si la France des riches – et pas seulement celle d'une poignée de millionnaires – s'obstine à en vouloir davantage, le fossé risque de se creuser encore.

3. En 2011, le seuil d'imposition a été relevé de 800 000 euros à 1,3 million, ce qui interdit toute comparaison. En 2018, l'impôt de solidarité sur la fortune a été supprimé et remplacé par un impôt sur la seule fortune immobilière.

Portrait des riches en France

Qui sont les riches ? **En moyenne, ce sont des personnes plus âgées** que l'ensemble de la population. Deux tiers des hauts revenus (les 10 % les plus riches) et 70 % des hauts patrimoines (les 10 % les plus fortunés) ont plus de 50 ans. Lorsqu'elles sont salariées, les personnes les plus aisées sont à **51 % des cadres supérieurs**, alors que cette catégorie socioprofessionnelle ne représente que 11 % des 90 % du reste des salariés. Il faut y ajouter **les mieux rémunérés des travailleurs indépendants** que l'on trouve chez les juristes, médecins, pharmaciens, conseillers financiers, agents immobiliers, etc.

Enfin, parmi les 10 % les plus riches, une personne sur trois vit en région parisienne et une sur dix vit dans la capitale, alors que seulement 16 % des 90 % les plus modestes habitent l'Île-de-France et 3 %, Paris. Certains quartiers de l'ouest de Paris et plusieurs communes des Hauts-de-Seine, Neuilly-sur-Seine en tête, concentrent les plus hauts revenus de France. À Paris comme en province, la grande bourgeoisie sait se réserver des territoires privilégiés ●

Chiffres-clés

Le tableau de bord de la richesse en 2020

Seuil de richesse en revenus



3 470 €
par mois pour un adulte. C'est le double du niveau de vie médian. **5,1 millions de personnes sont riches.**

Source : calculs de l'Observatoire des inégalités d'après l'Insee – Données 2017

Le 1 % le plus riche



+ 6 650 €
1 % de la population vit avec **plus de 6 650 euros après impôts par mois.**

Source : Insee – Données 2015

Comparaison France/Europe



Le 1 % le plus aisé en France est **plus riche que dans les autres pays d'Europe après impôts...** sauf la Suisse.

Source : Eurostat – Moyenne sur la période 2015-2017

Répartition des revenus



1/4
Les 10 % les plus riches reçoivent **un quart de l'ensemble des revenus après impôts.**

Source : Insee – Données 2017

Seuil de richesse en patrimoine



490 000 €
c'est le triple du patrimoine médian. **4,6 millions de ménages possèdent davantage.**

Source : calculs de l'Observatoire des inégalités d'après l'Insee – Données 2018

Millionnaires



1,2 million de ménages
possèdent **au moins un million d'euros** de patrimoine.

Source : estimation Observatoire des inégalités d'après l'Insee – Données 2018

Fortune de Bernard Arnault



Bernard Arnault (patron de LVMH) détient une **fortune équivalente à la valeur de tous les logements de Toulouse.**

Source : estimation Observatoire des inégalités – Données 2019

Répartition du patrimoine



46 %
Les 10 % les plus fortunés disposent de **46 % du patrimoine de l'ensemble des ménages.**

Source : Insee – Données 2018

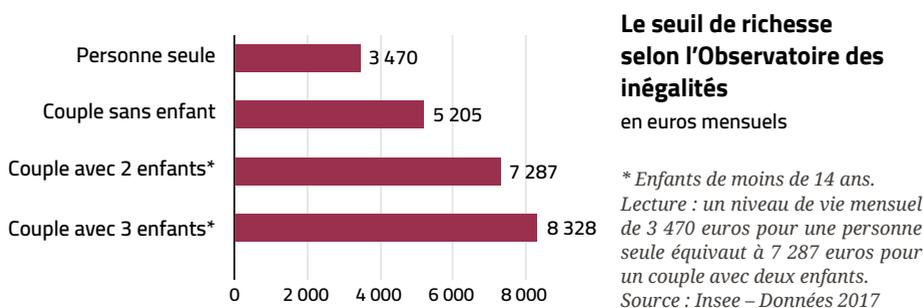
L'échelle de la richesse

L'échelle des revenus des riches

	Niveau de vie mensuel minimum en euros	Nombre de riches	Part des riches dans la population en %
Catégories aisées selon l'Insee*	3 070	6,8 millions	10,9
Les 10 % les plus riches	3 184	6,3 millions	10,0
Double du niveau de vie médian	3 470	5,1 millions**	8,2**
Les 5 % les plus riches	3 950	3,2 millions	5,0
Le 1 % le plus riche***	6 650	630 000	1,0
Niveau de vie minimum de 100 000 euros par an	8 333	500 000*	0,8*
Le 0,1 % le plus riche***	14 800	63 000	0,1
Le 0,01 % le plus riche***	38 500	6 300	0,01

Niveau de vie pour une personne, après impôts et prestations sociales. *Données 2014. **Estimations de l'Observatoire des inégalités. *** Données 2015.

Source : calculs de l'Observatoire des inégalités d'après l'Insee – Données 2017



L'échelle des fortunes

	Patrimoine minimum en euros	Nombre de ménages fortunés*	Part dans l'ensemble des ménages en %
Double du patrimoine médian	320 000	6,7 millions	23
Triple du patrimoine médian	490 000	4,6 millions	16
10 % les plus fortunés	607 700	2,9 millions	10
Millionnaires	1 000 000	1,2 million	4
Grandes fortunes (imposées à l'ISF jusqu'en 2017)	1 300 000	358 000	1,2
1 % le plus fortuné	1 914 600	290 000	1

Patrimoine brut par ménage, sauf le seuil des grandes fortunes (valeur nette fiscale, endettement et abattements déduits). *Estimations de l'Observatoire des inégalités.

Source : Observatoire des inégalités d'après l'Insee et le ministère des Finances – Données 2018 sauf pour l'ISF (2017)

Comment la richesse évolue-t-elle ?

Depuis 20 ans

⇒ Inégalité qui stagne

↗ Inégalité en hausse

Revenus



+ 11 664 euros

Le niveau de vie annuel moyen des 10 % les plus riches a progressé de 11 664 euros constants entre 1997 et 2017.



+ 1,3 point

En 1997, les 10 % les plus riches recevaient 22,6 % des revenus de l'ensemble des ménages. Cette part est de 23,9 % en 2017, une progression d'1,3 point.

Patrimoine



+ 726 300 euros

Le patrimoine minimum des 10 % les plus fortunés était de 552 700 euros en 1998. Il est de 1 279 000 euros en 2018, soit une progression de 726 300 euros.



+ 4 points

La part des 10 % les plus fortunés dans l'ensemble du patrimoine des ménages est passée de 51 % à 55 % entre 1995 et 2015.

Depuis 10 ans

Revenus



- 355 euros

Le niveau de vie annuel moyen des 10 % les plus riches est resté quasiment stable entre 2007 et 2017.



- 0,2 point

En 2007, les 10 % les plus riches recevaient 24,1 % de l'ensemble des revenus. C'est assez similaire en 2017.

Patrimoine



+ 36 000 euros

Le patrimoine minimum des 10 % les plus fortunés était de 1 243 000 euros en 2010, il est de 1 279 000 en 2018, soit une progression de 36 000 euros en huit ans.



+ 22 % de grosses fortunes

Le nombre de redevables à l'impôt sur la fortune a progressé de 22 % entre 2011 et 2017.



+ 3 points

La part des 10 % les plus fortunés dans l'ensemble du patrimoine des ménages est passée de 52 % à 55 % entre 2005 et 2015.

Sources : Insee, ministère des Finances

Portraits de riches

Portrait-robot des riches en revenus



69 % ont plus de 50 ans



65 % n'ont pas ou plus d'enfant à charge



82 % sont propriétaires de leur logement



51 % des salariés riches
sont cadres supérieurs



73 % possèdent un patrimoine qui les situe dans les 20 % les plus fortunés

Personnes qui ont un niveau de vie situé parmi les 10 % les plus élevés.

Source : Insee – Données 2015 (2014 pour les salariés riches)

Portrait-robot des riches en patrimoine



70 % ont plus de 50 ans



40 % sont retraités



64 % des ménages actifs à haut patrimoine
sont cadres supérieurs, professions libérales, artisans, commerçants ou chefs d'entreprise



69 % ont un niveau de vie situé dans les 20 % les plus hauts

Ménages qui possèdent un patrimoine situé parmi les 10 % les plus élevés.

Source : Insee – Données 2015

I L'Observatoire des inégalités

Le niveau des inégalités heurte nos valeurs et alimente les tensions sociales. Fondé en 2003, l'Observatoire des inégalités est un organisme privé indépendant qui a pour mission de dresser un état des lieux le plus complet possible des inégalités, en France, en Europe et dans le monde. Il veut permettre au public le plus large possible de s'appropriier les éléments qu'il publie tout en proposant des clés pour les comprendre. Son travail n'aurait pas lieu d'être si la collecte et la mise à disposition des données par les services publics étaient à la hauteur. Notre action vise aussi à faire en sorte que les institutions améliorent leurs pratiques dans ce domaine, qu'il s'agisse de la connaissance des revenus ou de l'ampleur des discriminations, par exemple.

L'Observatoire des inégalités n'est pas un organisme militant. Il refuse la dramatisation des enjeux qui aboutit au fatalisme et à la démobilisation. Il vise à faire la part des choses entre les domaines où les inégalités augmentent, mais aussi ceux où elles se réduisent. Il s'interroge sur la pertinence des modèles sociaux et sur leur capacité à améliorer le sort du plus grand nombre.

Pour mieux comprendre les inégalités, nous croisons à la fois les points de vue et les éclairages scientifiques de l'économie, de la sociologie, de l'histoire, de la philosophie, du droit, etc. Nous portons également un regard critique sur les instruments de mesure et les méthodes mises en œuvre.

L'Observatoire des inégalités s'est construit de manière autonome, hors de toute institution publique ou privée. Il est indépendant de tout syndicat, parti politique, religion ou cercle de pensée. Ses ressources sont principalement issues de son propre travail d'édition, de formation et de collecte de dons auprès du grand public.

Soutenez l'Observatoire des inégalités

L'Observatoire des inégalités vit principalement grâce aux dons de citoyens engagés pour plus de justice. Soutenir l'Observatoire des inégalités, c'est participer à éclairer le débat public et aider les acteurs qui combattent la dégradation de notre modèle social. Votre don sur www.inegalites.fr est déductible à 66 % du montant de vos impôts sur le revenu.

Rapport sur les riches en France

Première édition

Qui est riche en France ? Combien gagnent les riches et combien sont-ils ? Le moins que l'on puisse dire, c'est que l'information manque à leur sujet. Dans notre pays, personne n'aime être qualifié de riche. On se réfugie le plus souvent dans une définition très étroite de la richesse. Pour vivre heureux, vivons cachés.

Dans son *Rapport sur les riches*, une première en France, l'Observatoire des inégalités propose de fixer un seuil de richesse comme il existe un seuil de pauvreté. Ce préalable méthodologique est indispensable pour identifier les plus aisés et décrire leur nombre, leur niveau de vie et leur patrimoine à travers un ensemble de tableaux et de graphiques commentés.

En répondant à la question « à partir de combien est-on riche ? », nous tentons aussi d'établir un premier portrait social des privilégiés en France et nous nous interrogeons sur les mécanismes de reproduction des inégalités d'une génération à l'autre. Autant de connaissances indispensables pour comprendre notre société et fonder la solidarité de demain. Destiné à un très large public, cet ouvrage cherche à nourrir le débat, sans minimiser, ni exagérer les écarts. Contre les inégalités, l'information est une arme.

Fondé en 2003, l'Observatoire des inégalités est un organisme indépendant dont la mission est de dresser un état des inégalités en France, en Europe et dans le monde. La publication de ce rapport a été rendue possible grâce à plus de mille personnes qui ont contribué à son financement.

Sous la direction d'Anne Brunner et Louis Maurin, avec la participation de Noam Leandri, Sarah Psimaras, Xavier Saint-Martin, Bernard Schlemmer et Valérie Schneider.



Prix : 10 €
ISBN : 978-2-9553059-7-3
En vente sur inegalites.fr

 **Observatoire
des inégalités**